

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME DE PERMANENCES JURIDIQUES DE L'OAV

Version du 1^{er} mai 2020

1. DEFINITIONS

- 1.1 **Avocat(e) consultant(e)** : signifie l'Avocat(e) membre de l'Ordre des avocats vaudois à qui est attribuée la responsabilité de répondre à une Question d'un Utilisateur dans le cadre des Permanences.
- 1.2 **CGU** : signifie les présentes conditions générales d'utilisation.
- 1.3 **Contenu tiers** : signifie le contenu provenant d'un autre site Internet ou d'une autre application et qui est répertorié sur la Plateforme OAV.
- 1.4 **Contenu d'utilisateur** : signifie le contenu mis à disposition par un Utilisateur sur la Plateforme OAV.
- 1.5 **Données personnelles** : signifie toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable.
- 1.6 **Éditeur** : désigne l'Ordre des avocats vaudois, Rue du Grand-Chêne 8, Case postale 7056, à 1002 Lausanne.
- 1.7 **Force majeure** : signifie des circonstances hors du contrôle raisonnable de l'OAV et/ou des Avocat(e)s consultant(e)s et tous les actes qui ne sont ni prévisibles, ni objectivement imputables à l'OAV.
- 1.8 **Formulaire de contact** : signifie l'un des Services de la Plateforme consistant à permettre à l'Utilisateur de contacter l'OAV.
- 1.9 **OAV** : signifie l'Ordre des avocats vaudois, Rue du Grand-Chêne 8, Case postale 7056, à 1002 Lausanne.
- 1.10 **Permanence(s)** : désigne le service mis en place par l'OAV, de manière physique ou en ligne, afin d'assurer au public des consultations d'Avocat(e)s membres de l'OAV à tarifs raisonnables et relatives à des Questions de droit suisse en langue française.
- 1.11 **Plateforme OAV** : signifie le service payant de Permanence en ligne mis en place par l'OAV et dont l'URL est : <https://permanences.oav.ch>.
- 1.12 **Politique de confidentialité** : signifie la politique de confidentialité du 1er avril 2020 de la Plateforme OAV.
- 1.13 **Propriété intellectuelle** : signifie tout droit d'auteur, brevet, design, droit relatif aux bases de données, droit des marques, secret d'affaires, secret commercial, savoir-faire, ou tout autre droit de propriété ou de propriété intellectuelle, qu'il soit enregistré ou non.
- 1.14 **Prestataire de paiement** : signifie Stripe Inc, San Francisco, Californie.
- 1.15 **Question** : signifie une problématique juridique en droit suisse soumise en langue française par un Utilisateur à un Avocat(e) consultant(e) par le biais de la Plateforme OAV.
- 1.16 **Services** : signifie les services juridiques en droit suisse fournis par les Avocat(e)s consultant(e)s dans le cadre de la Permanence d'Avocat(e)s proposée par le biais de la Plateforme OAV.
- 1.17 **Utilisateur** : signifie toute personne (physique ou morale, masculine ou féminine et majeure) accédant à la Plateforme OAV.

2. MENTIONS LEGALES

a. *Éditeur*

L'Éditeur de la Plateforme OAV est l'Ordre des avocats vaudois, Rue du Grand-Chêne 8, Case postale 7056, à 1002 Lausanne.

b. *Hébergeur*

L'Hébergeur de la Plateforme OAV est la société INFOMANIAK NETWORK SA, Rue Eugène-Marziano 25, 1227 Les Acacias.

3. OBJET

Les présentes CGU et la Politique de confidentialité régissent l'utilisation de la Plateforme OAV, ainsi que les Services de permanence d'Avocat(e)s proposés au travers de la Plateforme OAV.

Tout Utilisateur de la Plateforme OAV comprend et accepte que les présentes CGU et la Politique de confidentialité s'appliquent intégralement à lui et qu'elles constituent un accord juridiquement contraignant avec l'OAV.

En accédant à la Plateforme OAV, respectivement en utilisant les Services, l'Utilisateur reconnaît et confirme qu'il a lu et compris les CGU et qu'il accepte d'être lié par les termes qui y sont contenus. L'Utilisateur garantit qu'il dispose de la capacité juridique pour accepter les présentes CGU. Il est de la responsabilité de l'Utilisateur de s'assurer qu'il a bien compris les présentes CGU et leur portée.

En adhérant aux présentes CGU, vous reconnaissez que vous êtes majeur et que vous disposez de l'exercice des droits civils ou, si vous engagez une société, que vous disposez des pouvoirs pour la représenter valablement. Si tel n'est pas le cas, il vous incombe de faire ratifier vos actes par votre représentant légal ou autorisé. Vous répondez de tous dommages subis par l'OAV par suite de violation de la présente disposition.

En cas de non-acceptation des présentes CGU et/ou de la Politique de confidentialité, toute utilisation de la Plateforme OAV et des Services doit immédiatement cesser.

L'OAV se réserve le droit de modifier à tout moment et à sa pleine et entière discrétion les clauses contenues dans les CGU et dans la Politique de confidentialité, à condition de notifier à l'Utilisateur les modifications qu'elle y apportera. L'Utilisateur est réputé avoir accepté les modifications par l'utilisation ininterrompue de la Plateforme OAV.

Si l'Utilisateur ne désire plus être lié par les CGU et/ou la Politique de confidentialité après modification et après notification des changements par l'OAV, il devra simplement s'abstenir d'utiliser la Plateforme OAV.

4. ACCES

Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder à la Plateforme OAV (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, etc.) sont à sa seule charge.

Une interruption, suspension ou fermeture de la Plateforme OAV, programmée ou non, peut survenir notamment pour des besoins de maintenance, de problèmes de réseau, de problèmes logiciels ou de sécurité, ou en cas de Force majeure. Aucun frais ni dédommagement ne pourra être réclamé en cas d'interruption, suspension ou fermeture de la Plateforme OAV.

L'OAV peut interrompre, suspendre ou fermer librement et à son gré l'accès à la Plateforme OAV et/ou aux Services de temps à autres afin de les mettre à jour, pour une durée indéterminée. Les éléments de la Plateforme OAV peuvent être dépassés à un moment donné et l'OAV n'est en aucun cas tenu de les actualiser.

5. SERVICES

Les Services sont proposés par le biais de la Plateforme OAV aux Utilisateurs majeurs qui souhaitent obtenir une première consultation juridique en droit suisse de la part d'Avocat(e)s consultant(e)s en échange d'une contribution financière modeste à titre de participation aux frais de fonctionnement et d'exploitation du dispositif, de la Plateforme OAV et de l'infrastructure mis à disposition par l'OAV.

De manière générale, les Permanences juridiques de l'OAV ont pour fonction de donner un premier avis aux Utilisateurs majeurs par rapport à la Question de droit suisse qui est soumise en langue française à l'Avocat(e) consultant(e), lequel/laquelle

les conseille de manière sommaire par rapport aux démarches à entreprendre. Les Questions relatives à un droit étranger ne seront pas traitées.

Par le biais de la Plateforme OAV, l'Utilisateur a la capacité de soumettre une Question à un Avocat(e) consultant(e) et de lui adresser, de manière limitée, les documents utiles en format électronique.

La Plateforme OAV permet la mise en relation des Utilisateurs majeurs avec des Avocat(e)s consultant(e)s. L'OAV intervient comme intermédiaire et se limite à mettre en relation des Avocat(e)s consultant(e)s et les Utilisateurs souhaitant bénéficier des Services.

Les Questions soumises par les Utilisateurs sur la Plateforme durant le week-end (du vendredi 18h00 au lundi 8h00), respectivement le soir ou la nuit (entre 18h00 et 8h00), sont attribuées à un Avocat(e) consultant(e) le prochain jour ouvrable à 8h00.

L'OAV ne répond ni du respect des délais par l'Avocat(e) consultant(e), ni du respect des règles déontologiques et professionnelles par l'Avocat(e) consultant(e), pas plus qu'il ne répond des conseils donnés par l'Avocat(e) consultant(e) en lien avec une Question.

Aucun contrat de mandat n'est conclu entre l'OAV et l'Utilisateur de la Plateforme. Le contrat est conclu directement avec l'Avocat(e) consultant(e).

6. TARIFS

La consultation en ligne est facturée à l'Utilisateur CHF 50.- (*cinquante francs suisses*), TVA et frais du Prestataire de paiement Stripe compris. Ce montant de CHF 50.- (*cinquante francs*) est versé par l'Utilisateur à l'OAV à titre de participation aux frais de fonctionnement et d'exploitation du dispositif, de la Plateforme OAV et de l'infrastructure mis à disposition par l'OAV.

Ce montant de CHF 50.- (*cinquante francs suisses*) est payé par l'Utilisateur à l'OAV au moment où celui-ci soumet sa Question par le biais de la Plateforme OAV.

Le montant payé par l'Utilisateur pour une consultation en ligne est remboursable dans l'hypothèse où la Question ne peut être traitée par un(e) Avocat(e) consultant(e). Aucun « *chargeback* » ne sera facturé à l'Utilisateur par le Prestataire de paiement.

S'il ne souhaite pas être remboursé l'Utilisateur peut prendre rendez-vous pour une consultation auprès d'une des Permanences juridiques de l'OAV, durant les heures d'ouverture de celles-ci. Le cas échéant, le montant versé par l'Utilisateur par le biais de la Plateforme OAV lui sera alors crédité pour la consultation auprès de l'une des Permanences juridiques de l'OAV.

Le paiement de ce montant doit être effectué par l'Utilisateur au moyen d'une carte de crédit valable.

Les paiements sont intégralement gérés par le Prestataire de paiement dont les conditions générales sont seules applicables s'agissant des paiements par les Utilisateurs de la Plateforme.

7. PRISE DE RENDEZ-VOUS

Lorsque vous utilisez la Plateforme OAV pour prendre rendez-vous auprès de l'une des permanences physiques de l'OAV, vous acceptez expressément que l'OAV ne procédera à aucun remboursement si vous manquez votre rendez-vous ou l'annulez moins de 24 heures à l'avance.

8. REGLES DEONTOLOGIQUES ET CONFLITS D'INTERETS

La Plateforme OAV permet aux Avocat(e)s Consultant(e)s de se conformer aux règles déontologiques et professionnelles qui leur sont applicables.

En particulier, la Plateforme OAV permet à l'Avocat(e) consultant(e) de procéder à une vérification des conflits d'intérêts avant que toute information ou document ne lui soit rendu accessible. Cette vérification est effectuée par l'Avocat(e) consultant(e) sur la base des informations fournies par l'Utilisateur et sur la base de ces dernières seulement.

En cas de conflit d'intérêt, la Question sera soumise à un(e) autre Avocat(e) consultant(e).

Lorsqu'il/elle accepte la Question, l'Avocat(e) consultant(e) confirme qu'il/elle n'a identifié aucun conflit d'intérêt en lien avec l'Utilisateur, la Question et/ou toute autre partie concernée par celle-ci.

9. PRESTATIONS DE L'AVOCAT(E) CONSULTANT(E)

Le conseil que l'Avocat(e) consultant(e) est amené(e) à fournir à l'Utilisateur se limite à la réponse apportée à une Question, le cas échéant après une analyse sommaire des documents fournis par l'Utilisateur.

Le but de cette consultation en ligne est de fournir à l'Utilisateur une réponse aussi pratique et utile que possible et de le renseigner sur les prochaines étapes recommandées sur la base des informations transmises.

Lorsque la Question posée par l'Utilisateur exige une analyse jurisprudentielle ou doctrinale, respectivement une assistance juridique plus poussée, l'Avocat(e) consultant(e) expose brièvement les raisons de cette conclusion et recommande à l'Utilisateur de mandater un(e) Avocat(e). L'Avocat(e) consultant(e) est habilité(e) à accepter le mandat dans la mesure où celui-ci entre dans son champ d'activité et de compétence. Si tel n'est pas le cas, l'Avocat(e) consultant(e) réfèrera l'Utilisateur auprès d'un(e) autre avocat(e). La réponse à la Question ne peut être facturée à l'Utilisateur par l'Avocat(e) consultant(e).

Les services complémentaires de l'Avocat(e) Consultant(e) ne sont pas couverts par les CHF 50.- payés par l'Utilisateur.

10. QUESTION

Lorsque vous soumettez une Question par le biais de la Plateforme OAV, vous garantissez que les informations que vous communiquez à l'Avocat(e) consultant(e) (y compris, notamment les informations permettant de définir s'il existe un éventuel conflit d'intérêt) sont rigoureusement exactes, actuelles, ne sont pas de nature à induire en erreur, ne constituent pas une usurpation d'identité. Ni l'Avocat(e) consultant(e), ni la Plateforme OAV ne peut être tenu(e) responsable d'une réponse donnée sur la base d'informations erronées fournies par un Utilisateur.

Lorsque l'Avocat(e) consultant(e) prend connaissance d'une Question qui n'est pas intelligible ou dans une langue qui n'est pas la langue française, il/elle le signale par le biais de la Plateforme OAV.

Le cas échéant, l'Utilisateur est informé du fait que sa Question n'a pas pu être traitée par l'intermédiaire de la Plateforme OAV pour les motifs précités.

Si la Question est inintelligible, l'Utilisateur est invité à prendre rendez-vous pour une consultation auprès d'une des Permanences juridiques de l'OAV. Le cas échéant, l'article 6.4 est applicable.

11. REPONSE

Lorsque l'Avocat Consultant aura répondu à votre Question, vous recevrez une notification par email contenant un lien vers la réponse.

La réponse sera disponible durant 14 jours sur la Plateforme OAV. Passé ce délai, elle sera archivée par l'OAV.

12. SECRET PROFESSIONNEL

Les Données, documents et informations fournis par les Utilisateurs dans le cadre des Permanences sont protégés par le secret professionnel de l'Avocat(e) consultant(e). Dans le cadre de la fourniture des Services, l'OAV agit comme auxiliaire de l'Avocat(e) consultant(e) et, à ce titre, est tenu au secret professionnel.

Le secret professionnel est garanti par l'Avocat(e) consultant(e) dans le cadre du contrat de mandat conclu avec l'Utilisateur.

Afin de garantir le respect du secret professionnel dans l'espace numérique, l'Avocat(e) consultant(e) prend les mesures nécessaires pour que les informations portées à sa connaissance par le biais de la Plateforme OAV ne puissent pas être consultées par des tiers.

A cette fin, l'Avocat(e) consultant(e) est tenu(e) d'utiliser un mot de passe suffisamment robuste et sécurisé pour accéder à son compte sur la Plateforme OAV et de le renouveler régulièrement.

L'OAV ne répond pas de pertes ou fuites de Données personnelles et/ou de violation du secret professionnel résultant d'actes ou de négligences des Avocat(e)s consultant(e)s, en particulier en lien avec leurs paramètres de sécurité et/ou leur(s) système(s) d'information.

13. CONSERVATION DES DONNEES

Les données des Utilisateurs mises à disposition par le biais de la Plateforme seront conservées par l'OAV au nom et pour le compte des Avocat(e)s consultant(e)s sur des serveurs en Suisse. Les Avocat(e)s consultant(e)s interviennent comme sous-traitant(s) de l'OAV lorsqu'ils traitent les Données personnelles des Utilisateurs par le biais de la Plateforme.

L'OAV ne permettra un accès à un Avocat(e) consultant(e) à des Données des Utilisateurs qu'en cas de litige avec un Utilisateur ou, après avoir retiré toute information couverte par le secret professionnel de l'Avocat(e) consultant(e), sur injonction de la justice.

Lorsqu'il répond à la question de l'Utilisateur, l'Avocat(e) consultant(e) sous-traite la conservation des Données personnelles de l'Utilisateur relatives à la Question à l'OAV, lequel accepte expressément de conserver sur ses propres serveurs et/ou systèmes de stockage conformément à ses obligations de conservation les Données personnelles de l'Utilisateur pour le compte de l'Avocat(e) consultant(e).

Les données des Utilisateurs seront conservées par l'OAV, en tant que Responsable du traitement et sur délégation de l'Avocat(e) consultant(e), durant 10 ans dès l'envoi de la réponse à la Question.

14. ABSENCE DE GARANTIE

La Plateforme OAV, son contenu et les Services sont fournis aux Utilisateurs et aux Avocat(e)s consultant(e)s « *tels quels* » et « *en l'état* » sans aucune garantie expresse ou implicite, y compris, notamment, toute garantie de disponibilité. L'Utilisateur accède à la Plateforme OAV à ses risques exclusifs.

L'OAV ne peut pas assurer de disponibilité permanente et ne peut pas être tenu responsable pour une interruption, même prolongée d'accès à la Plateforme OAV et/ou des Services, en particulier dans le contexte d'une surcharge du réseau ou d'impossibilité d'accès à la Plateforme OAV.

L'OAV ne donne aucune garantie et ne fait aucune déclaration selon laquelle (i) la Plateforme OAV et son contenu répondront aux besoins spécifiques de l'Utilisateur ou seront exacts ou exempts de tout risque (ii) la Plateforme OAV et son contenu seront disponibles, ininterrompus, ponctuels, sécurisés ou sans erreur (iii) les autres Utilisateurs et/ou les Avocat(e)s consultant(e)s se conformeront à leurs obligations et/ou aux dispositions légales applicables.

L'OAV ne répond pas de l'intégrité des documents mis à disposition par les Utilisateurs via la Plateforme OAV. Lorsqu'un Utilisateur ou un Avocat(e) consultant(e) les téléchargent, il(s) le fait/font à ses/leurs seuls risques et, de ce fait, est/sont seul(s) responsable(s) de tout dommage ou perte de données qui résulteraient du téléchargement de tels documents.

Aucune information, qu'elle soit verbale ou écrite, obtenue par l'Utilisateur auprès de l'OAV et/ou par le biais de la Plateforme OAV ne créera une garantie ou une autre obligation pour l'OAV qui ne soit pas expressément indiquée dans les CGU et l'OAV décline toute responsabilité découlant de toute confiance mise dans ces éléments par tout Utilisateur ou par quiconque pourrait être informé de toute partie de son contenu.

Les informations et indications figurant sur la Plateforme OAV n'engagent aucunement la responsabilité de l'OAV et ne constituent pas un engagement contractuel de la part de l'OAV. Les photographies et autres images présentées sur la Plateforme OAV ne sont pas contractuelles et n'engagent aucunement l'OAV quant à leur véracité et authenticité.

15. EXCLUSION DE RESPONSABILITE

L'Utilisateur comprend et accepte que l'OAV ne peut être tenue responsable de comportements illicites, y compris une violation du secret professionnel, de la part de tiers, des Avocat(e)s consultant(e)s, d'autres auxiliaires ainsi que de la part des autres Utilisateurs de la Plateforme OAV.

L'Utilisateur comprend et accepte que l'OAV ne peut être tenue responsable d'accès indus à vos Données personnelles, à vos Questions et/ou aux réponses à vos Questions.

L'OAV exclut toute responsabilité de dommages et/ou pertes indirects, notamment en cas de pertes de chiffre d'affaires, gains manqués, ventes, ou revenus, interruption d'exploitation, perte d'économies anticipées, perte de chance dans le domaine professionnel, de clientèle ou d'atteinte à la réputation.

L'OAV décline toute responsabilité pour le contenu des Utilisateurs, le contenu de tiers et/ou pour tout litige qui pourrait survenir en relation avec ce contenu. L'OAV décline toute responsabilité quant au contenu des sites Internet auxquels renvoient les liens publiés sur la Plateforme OAV.

EN DEHORS D'UNE FAUTE OU NEGLIGENCE GRAVE IMPUTABLE DIRECTEMENT ET EXCLUSIVEMENT A L'OAV (A L'EXCLUSION DE TOUTE FAUTE IMPUTABLE A L'AVOCAT(E) CONSULTANT(E)), L'OAV DECLINE TOUTE RESPONSABILITE EN LIEN AVEC DES DOMMAGES, DIRECTS OU INDIRECTS, MATERIELS OU IMMATERIELS, CAUSES AUX UTILISATEURS EN RAISON DES CONSEILS DONNES PAR LES AVOCAT(E)S CONSULTANT(E)S DANS LE CADRE DES SERVICES DE PERMANENCES EN LIGNE.

EN DEHORS D'UNE FAUTE OU NEGLIGENCE GRAVE IMPUTABLE DIRECTEMENT ET EXCLUSIVEMENT A L'OAV (A L'EXCLUSION DE TOUTE FAUTE IMPUTABLE A L'AVOCAT(E) CONSULTANT(E)), L'OAV DECLINE TOUTE RESPONSABILITE EN LIEN AVEC DES DOMMAGES, DIRECTS OU INDIRECTS, MATERIELS OU IMMATERIELS QUE LA PLATEFORME OAV POURRAIT CAUSER AUX UTILISATEURS, AUX AVOCAT(E)S CONSULTANT(E)S ET/OU A DES TIERS.

16. RESPONSABILITE CIVILE DES AVOCAT(E)S CONSULTANT(E)S

De manière générale, les Avocat(e)s consultant(e)s œuvrant dans le cadre des Permanences agissent sous leur responsabilité civile personnelle. Cela s'applique également en lien avec les consultations en ligne par le biais de la Plateforme OAV.

17. INDEMNISATION

Si l'Utilisateur commet un manquement ou n'observe pas ses obligations résultant des CGU et/ou de la Politique de confidentialité et/ou ses obligations légales, l'OAV se réserve le droit de limiter l'accès à la Plateforme OAV et/ou aux Services, sans préavis ou indication de motifs et sans aucune indemnisation.

L'OAV a le droit de suspendre ou restreindre l'accès à tout ou partie des éléments de la Plateforme OAV à titre permanent ou temporaire, sans préavis et sans avoir à fournir de justification.

L'Utilisateur s'engage à indemniser l'OAV, ses représentants et employés et le ou les Avocat(e)s consultant(e)s et à les exonérer de toute responsabilité pour toutes pertes, dommages, réclamations, pénalités, amendes, frais et dépenses, y compris sans limitation les honoraires d'avocat et les frais de justice, qui peuvent prendre naissance au sujet :

- de son utilisation de la Plateforme OAV et/ou des Services ;
- du non-respect des CGU et/ou de la Politique de confidentialité ;
- de toute violation de Droit de Propriété intellectuelle et/ou Droit de la personnalité de tiers ; et
- de tout dommage causé par le biais de la Plateforme OAV.

18. FORCE MAJEURE

L'OAV n'est en aucun cas responsable de manquement(s) si ledit manquement est le résultat d'un cas de Force Majeure.

Les Avocat(e)s consultant(e)s ne répondent pas de leurs obligations à l'encontre des Utilisateurs en cas de Force Majeure.

En cas de Force Majeure, les obligations de l'OAV et/ou des Avocat(e)s consultant(e)s sont suspendues jusqu'au rétablissement complet de la situation ayant entraîné un cas de Force Majeure.

19. PROTECTION DES DONNEES

La Politique de confidentialité de l'OAV définit sa pratique en matière de protection des données. Cette Politique de confidentialité, dont le contenu est expressément accepté par les Utilisateurs, est disponible à l'URL https://permanences.oav.ch/documents/20200501_politique_confidentialite_permanences.pdf.

20. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'OAV est titulaire, respectivement licencié exclusif, de tous les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs à la Plateforme OAV et des logiciels sur laquelle elle se base.

L'OAV est propriétaire exclusif de tous les Droits de Propriété intellectuelle tant sur la structure que sur le contenu de la Plateforme OAV, ainsi que des bases de données qu'elle contient.

Le nom de domaine sur lequel la Plateforme OAV est hébergé est la propriété exclusive de l'OAV. L'Utilisateur n'est pas autorisé à faire pointer un autre site vers ce nom de domaine et/ou à utiliser ou à adopter un nom similaire pour son propre usage.

L'OAV accorde à l'Utilisateur une sous-licence non-exclusive, non-transférable, non-sous-licenciable, pour une durée limitée et révoqueable en tout temps, d'accéder à la Plateforme OAV, d'afficher le contenu de la Plateforme OAV, d'utiliser les Services contenus sur la Plateforme OAV, de la consulter et de l'utiliser pour son usage personnel exclusivement (sans droit d'utilisation par des tiers).

La consultation et l'utilisation de la Plateforme OAV ne confèrent aucun droit de Propriété intellectuelle à l'Utilisateur sur un quelconque élément figurant sur la Plateforme OAV.

Toute reproduction (y compris par téléchargement, impression etc.), représentation, mise à disposition, communication au public, adaptation, modification, traduction, transformation, diffusion, intégration dans une autre plateforme Internet, exploitation commerciale et/ou réutilisation de quelque manière que ce soit de tout ou partie des éléments de la Plateforme OAV est strictement interdite sans l'autorisation préalable et écrite de l'OAV.

L'Utilisateur s'engage à ne pas reproduire, pirater, télécharger, copier, mettre à disposition, diffuser ou utiliser d'une quelconque manière les textes, bases de données, données, codes, images ou le contenu de la Plateforme OAV.

L'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser, recopier ou de toute autre manière se prévaloir du nom de l'OAV et des éventuelles marques détenues par ce dernier et/ou effectuer tout acte qui serait contraire aux Droits de Propriété Intellectuelle, y compris, notamment, décompiler les logiciels, contourner, violer, contrefaire, décomposer ou reproduire d'une quelconque manière les Droits de Propriété Intellectuelle relatifs à la Plateforme OAV, à son contenu et/ou aux logiciels qu'elle contient.

L'OAV se réserve le droit, sans préavis, de retirer la licence susmentionnée à tout moment avec effet immédiat en cas de violation de la loi ou du non-respect des présentes CGU. L'OAV se réserve le droit, sans préavis, de modifier ou de supprimer tout élément de la Plateforme OAV en tout temps et de prendre toute mesure appropriée afin de mettre fin à une atteinte en cas de violation de ses Droits de Propriété intellectuelle ou afin de protéger l'intégrité et le bon fonctionnement des systèmes informatiques, des serveurs, des bases de données, des réseaux, de la Plateforme OAV, des Données personnelles des Utilisateurs.

Toute utilisation non autorisée de l'un des éléments reproduits sur la Plateforme OAV (piratage, contrefaçon, téléchargement illicite, etc.) donnera lieu à des poursuites judiciaires civiles et/ou pénales et au paiement de dommages et intérêts à l'OAV.

21. SÉCURITÉ

L'OAV s'engage à veiller à ce que la Plateforme OAV corresponde à l'état actuel de la technique en matière de sécurité.

L'Utilisateur est tenu de veiller à la sécurité des systèmes, programmes et données qui se trouvent dans sa sphère d'influence. Il est seul responsable de la configuration de son matériel informatique, de ses programmes et plateformes informatiques utilisés pour accéder à la Plateforme OAV. Il appartient à l'Utilisateur de maintenir son navigateur dans un état lui permettant une utilisation conforme de la Plateforme OAV.

L'accès technique à la Plateforme s'effectue à travers le fournisseur de navigateur choisi par l'Utilisateur et son fournisseur Internet. L'OAV décline toute responsabilité en cas de dysfonctionnement du navigateur de l'Utilisateur et/ou en cas de panne de réseau.

En cas de violation des obligations définies dans les présentes CGU, l'OAV peut immédiatement bloquer l'accès de l'Utilisateur. Le cas échéant, l'OAV se réserve le droit de faire valoir des dommages-intérêts à l'encontre de l'Utilisateur.

22. ACTIVITES PROHIBÉES

L'Utilisateur s'engage à ne pas transmettre, par quelque moyen que ce soit, de contenu incluant des programmes, des codes, des virus ou tout autre procédé destiné à détruire, à limiter les fonctionnalités de la Plateforme OAV ou à collecter illicitement des Données personnelles.

L'Utilisateur garantit avoir vérifié que sa configuration informatique ne contient aucun virus.

Tout Utilisateur est autorisé à utiliser la Plateforme OAV uniquement en conformité avec les lois suisses et toute autre loi qui s'appliquerait à lui. L'Utilisateur n'est autorisé à faire qu'un usage légal de la Plateforme et tout usage illégal ou inapproprié est exclu.

En utilisant la Plateforme OAV, l'Utilisateur s'engage notamment à ne pas :

- utiliser ou tenter d'utiliser la Plateforme OAV et/ou les Services d'une manière ou dans une finalité offensante, abusive ou illicite, y compris commettre ou faciliter la fraude, en particulier en publiant ou en employant des termes susceptibles d'être offensants ou inappropriés, notamment mais pas seulement par le biais du Formulaire de contact et/ou de Questions ;
- solliciter ou tenter de solliciter des prestations commerciales dans les communications, sous quelque forme que ce soit, envoyées ou publiées à travers la Plateforme OAV et/ou les Services, notamment mais pas seulement par le Formulaire de contact et/ou de Questions ;
- transmettre ou tenter de transmettre du contenu protégé par un Droit de Propriété Intellectuelle sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès de son titulaire ;
- utiliser ou tenter d'utiliser des informations mises à disposition sur la Plateforme OAV à des fins commerciales, en particulier en les réutilisant ou en les distribuant en ligne ;
- utiliser ou tenter d'utiliser un script ou un programme automatisé (y compris mais sans s'y limiter, un robot, une araignée (*spidering*, *sniffing*, *crawling*, *web scraping*, etc.)) ou tout autre moyen automatisé ou interface pour accéder à la Plateforme OAV et/ou aux Services proposés sur la Plateforme OAV et/ou aux Données personnelles des Utilisateurs ;
- interférer ou tenter d'interférer avec le bon fonctionnement de la Plateforme OAV et/ou Services proposés sur la Plateforme OAV ou la jouissance qu'en tire tout Utilisateur, par quelque moyen que ce soit, de toute manière susceptible d'endommager, de désactiver, de surcharger ou encore d'altérer la Plateforme OAV, en particulier pirater ou tenter de contourner les techniques de filtrage de contenu que l'OAV se réserve le droit d'utiliser ;
- copier, modifier, fusionner, vendre, redistribuer, attribuer, transférer le logiciel ou le code source de la Plateforme OAV, ou de toute partie de celui-ci, ainsi que faire de l'ingénierie inversée, décompiler, désassembler, traduire, déchiffrer ou tenter de découvrir le code source utilisé pour la Plateforme OAV ;
- porter atteinte ou tenter de porter atteinte à tout brevet, marque, secret commercial, droit d'auteur détenu par l'OAV ;
- accéder ou tenter d'accéder à tout Service ou partie de la Plateforme OAV auquel l'Utilisateur n'est pas autorisé à accéder en particulier au serveur sur lequel la Plateforme OAV est hébergé ou tout autre serveur, ordinateur ou base de données connectés aux Services de l'OAV ;
- introduire ou tenter d'introduire des virus, chevaux de Troie, ransomware ou autre matériel malveillant ou technologiquement nuisible dans la Plateforme OAV ou dans les appareils des Utilisateurs et/ou Avocat(e)s consultant(e)s ; et
- utiliser ou tenter d'utiliser la Plateforme OAV et/ou les Services en violation avec les présentes CGU et/ou la Politique de confidentialité.

23. CONTENUS TIERS ET LIENS HYPERTEXTE

Le Contenu tiers est de la seule responsabilité du tiers dont il provient. Le Contenu tiers est soumis aux conditions générales et à la politique de confidentialité du tiers dont il provient.

La présence de liens hypertextes sur la Plateforme OAV renvoyant vers d'autres sites Internet, n'est pas une garantie de la qualité du contenu de ces sites internet et de leur bon fonctionnement.

L'OAV ne peut en aucune façon être tenu pour responsable du contenu de sites tiers vers lesquels pointerait la Plateforme OAV. L'Utilisateur consulte le contenu de site tiers à ses propres risques et sous sa seule responsabilité.

L'OAV peut, en tout temps et sans préavis, supprimer tout contenu tiers ou lien vers des sites tiers de la Plateforme OAV.

24. DIVERS

Les CGU, la Politique de confidentialité ainsi que les autres politiques applicables, y compris toute modification ou ajout auquel l'OAV pourrait procéder en tout temps, constituent l'accord complet entre l'Utilisateur et l'OAV en lien avec la Plateforme OAV.

L'OAV est libre de conclure avec chaque Utilisateur qui le souhaiterait un accord complétant les CGU. Sous réserve que ledit accord les exclue expressément, les CGU seraient dans tous les cas pleinement applicables à la relation entre l'OAV et l'Utilisateur.

Le fait que l'OAV n'exerce pas ou ne fasse pas appliquer tout droit ou toute disposition des CGU ne constitue pas une renonciation à ce droit ou à la disposition pertinente.

Dans l'hypothèse où des clauses des présentes CGU devaient être déclarées ou devenir nulles ou sans effet ou si des lacunes devaient apparaître, les autres dispositions demeuraient valables. Les clauses non valables seront interprétées ou remplacées de telle façon que le but visé par les parties soit atteint dans toute la mesure du possible.

Les titres des articles des CGU n'ont pour but que d'en faciliter la consultation et n'ont aucun effet juridique ou contractuel. Si l'une ou l'autre des clauses des CGU est considérée par un juge comme étant illicite ou inapplicable dans un cas particulier, le reste de ladite clause et les autres clauses demeurent néanmoins pleinement applicables.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas revendiquer l'application de l'une des dispositions des présentes CGU ou de ne pas se prévaloir de sa violation, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie au bénéfice de ladite disposition.

25. RESILIATION

L'OAV peut bloquer, résilier ou suspendre la possibilité pour un Utilisateur d'utiliser ou d'accéder à la Plateforme OAV, en tout ou en partie, sans préavis et en tout temps, à sa seule discrétion et notamment en cas de violation des CGU. Dans la même mesure, l'OAV peut fermer la Plateforme OAV.

L'OAV a le droit, sans aucune obligation, de supprimer et retirer immédiatement de la Plateforme OAV tout Contenu tiers.

Toutes les Données Personnelles qui ont été récoltées à travers la Plateforme OAV seront conservées par l'OAV durant 10 (dix) ans après la fin de l'utilisation de la Plateforme OAV et/ou des Services conformément à la Politique de confidentialité.

L'OAV n'a pas de contrôle et ne sera pas responsable pour tout contenu qui serait affiché sur tout site Internet, moteur de recherche ou réseau social à la suite d'un partage ou d'un référencement.

26. DROIT APPLICABLE ET FOR

Les CGU, de même que toutes les questions qui en découlent ou sont en relation avec elles (y compris les différends ou prétentions non-contractuels et leur interprétation) seront soumises au droit suisse, à l'exclusion des règles en matière de conflit des lois. Le for exclusif pour tout litige relatif à l'interprétation, l'application ou l'exécution des présentes CGU est situé à Lausanne, en Suisse.

* * *